



Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

Distr. générale
4 février 2019
Français
Original : anglais

Conseil du commerce et du développement Commission du commerce et du développement Réunion d'experts pluriannuelle sur les produits de base et le développement Onzième session

Genève, 15 et 16 avril 2019

Point 3 de l'ordre du jour provisoire

Faits nouveaux, difficultés et perspectives sur les marchés de produits de base

Note du secrétariat de la CNUCED

Résumé analytique

Dans la présente note, le secrétariat de la CNUCED rend compte de l'évolution récente des principaux marchés de produits de base et analyse les facteurs qui ont contribué à déterminer les tendances des prix en 2018. Entre janvier et septembre, ces marchés ont enregistré de fortes variations de prix, tant à la hausse qu'à la baisse. En général, les périodes d'augmentation étaient attribuables aux tensions créées sur les marchés par des conditions météorologiques défavorables et les incertitudes politiques et économiques concernant de nombreuses régions. Les périodes où ces tendances à la hausse se sont atténuées ou inversées s'expliquent en grande partie par une surabondance de l'offre, l'accroissement des stocks et des conditions météorologiques favorables. Le secrétariat examine enfin certaines questions concernant les politiques à mener dans le contexte de l'évolution récente des marchés mondiaux de produits de base et présente des recommandations qui pourraient aider les pays en développement tributaires de ces produits à parvenir à un développement durable et à une croissance inclusive.



Introduction

1. Au titre du paragraphe 208 de l'Accord d'Accra, le Conseil du commerce et du développement de la CNUCED a été chargé d'instituer une réunion d'experts pluriannuelle sur les produits de base. Au paragraphe 17 du Mandat de Doha, adopté à la treizième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, en 2012, ce mandat a été réaffirmé et prorogé pour une période de quatre ans, jusqu'en 2016. Il a ensuite été reconduit jusqu'en 2020 au titre du paragraphe 100 du Maafikiano de Nairobi, qui a été adopté à la quatorzième session de la Conférence en 2016.

2. Dans la présente note, le secrétariat de la CNUCED analyse l'évolution des marchés de produits de base en 2018, en mettant l'accent sur les variations des prix et leurs causes. Il appelle aussi l'attention sur certaines questions concernant les politiques à mener dans le contexte de l'évolution récente des marchés de produits de base, dont il tire des enseignements pour formuler des recommandations visant à aider les pays en développement tributaires des produits de base à parvenir à un développement durable et à une croissance inclusive. Aux fins du présent document, les produits de base sont classés en trois catégories : denrées alimentaires et produits agricoles (aliments, produits tropicaux destinés à la préparation de boissons, graines oléagineuses et huiles végétales, et matières premières agricoles) ; minéraux, minerais et métaux ; sources d'énergie (pétrole, gaz, charbon et énergies renouvelables).

I. Évolution récente des marchés de produits de base

A. Vue d'ensemble

3. L'indice des prix des produits de base sur le marché libre de la CNUCED¹ s'est établi à 124,1 points en moyenne en janvier 2018 (tous groupes de produits confondus), enregistrant ainsi une hausse (+9 points, soit +7,9 %) pour le septième mois consécutif (voir fig. 1). En février, il a baissé de 4,5 % pour s'établir à 118,5 points (tous groupes de produits confondus), en grande partie en raison d'un recul de l'indice des prix des combustibles, avant de remonter à partir du mois suivant pour atteindre 127,9 points en mai. L'indice (tous groupes de produits confondus) a augmenté de janvier à mai 2018, notamment sous l'effet de l'augmentation des prix dans la plupart des sous-groupes. La tendance à la hausse s'est inversée en juin et l'indice est tombé à 123,8 points en août, du fait de la baisse des prix dans certains sous-groupes comme les aliments, les boissons tropicales, les matières premières agricoles et les métaux précieux. Cette baisse résultait de l'accroissement de la production et du fléchissement de la demande. L'indice est reparti à la hausse en septembre 2018, en conséquence de l'augmentation des prix des combustibles. Globalement, les prix des produits de base ont été très fluctuants en 2018.

¹ En 2015, l'indice des prix des produits de base sur le marché libre de la CNUCED a été ramené à 100 et de nouveaux produits de base y ont été ajoutés, d'où de nouvelles pondérations. Le nouvel indice englobe des indices distincts pour le groupe des combustibles et le sous-groupe des métaux précieux.

Figure 1

Indice des prix des produits de base sur le marché libre de la CNUCED (tous groupes de produits confondus), de janvier 2000 à septembre 2018

(2015 = 100)

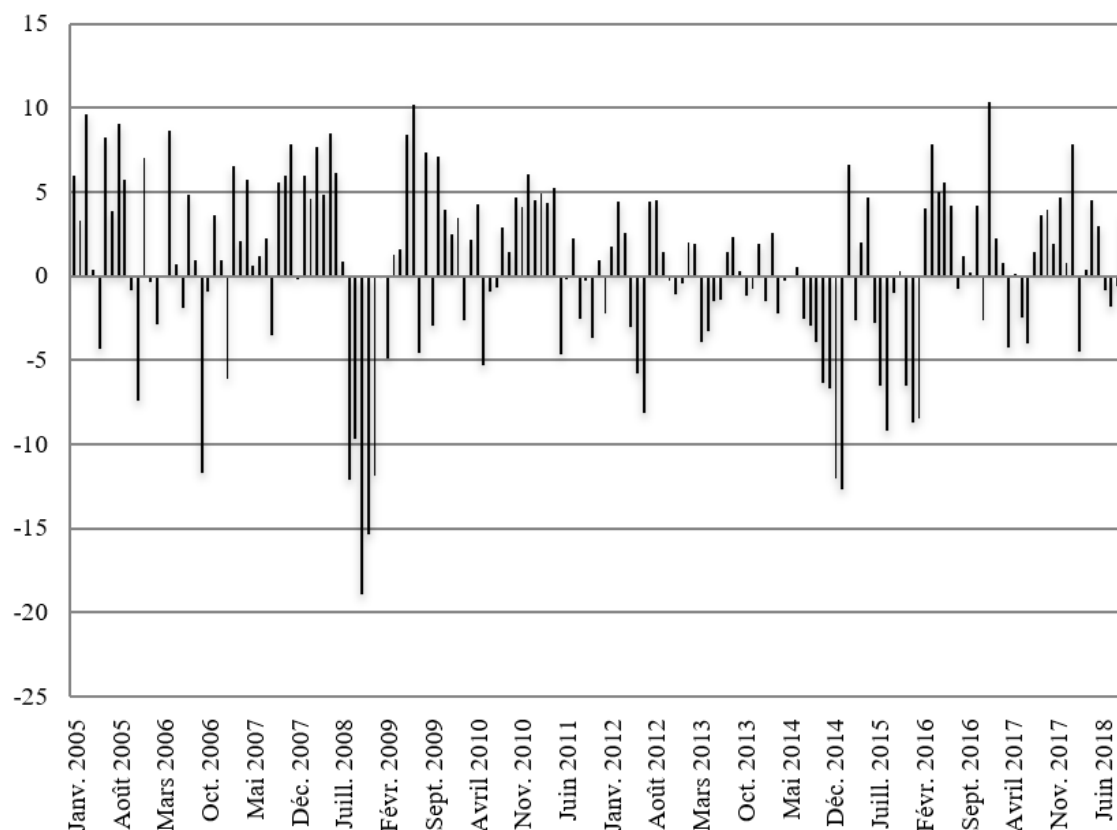


Source : Calculs du secrétariat de la CNUCED, d'après des données UNCTADstat.

4. Les variations mensuelles affichées par l'indice des prix des produits de base sur le marché libre (tous groupes de produits confondus) entre 2005 et 2018 font ressortir combien les prix des produits de base sont fluctuants (fig. 2). L'indice a beaucoup fluctué d'un mois à l'autre pendant les neuf premiers mois de 2018, pour diverses raisons (voir sect. II). La hausse la plus forte a été enregistrée en janvier (+8 %) et la baisse la plus forte, en février (-4,5 %). Les sections suivantes sont consacrées à l'évolution des marchés des principaux groupes de produits de base.

Figure 2

Variations mensuelles de l'indice des prix des produits de base sur le marché libre, de janvier 2005 à septembre 2018



Source : Calculs du secrétariat de la CNUCED, d'après des données UNCTADstat.

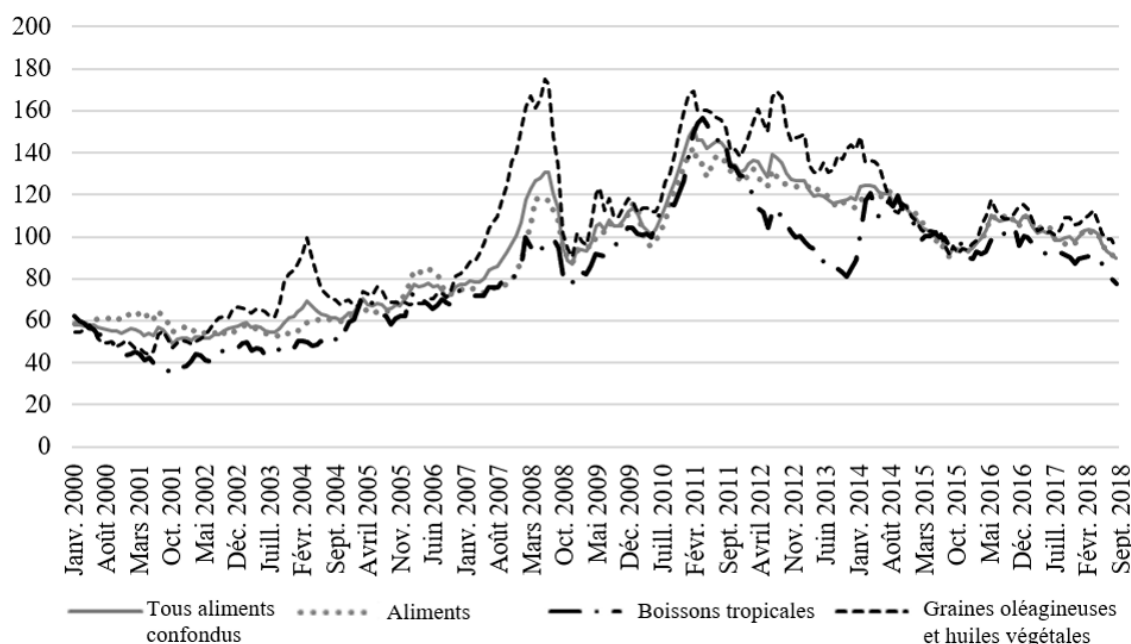
B. Évolution des principaux secteurs de produits de base

Denrées alimentaires et produits agricoles

5. L'indice des prix des produits alimentaires de la CNUCED (fig. 3) s'est établi en moyenne à 99,7 points en janvier 2018, soit près de 3 % de plus que le mois précédent, augmentant ainsi pour le quatrième mois consécutif. Il a de nouveau augmenté légèrement en février 2018, avant de retomber à une valeur moyenne de 90,5 points en septembre 2018. La hausse de l'indice au début de l'année est principalement due à l'augmentation des prix du blé et du maïs, résultat des tensions créées sur les marchés par des conditions météorologiques défavorables dans les principales régions productrices, à savoir notamment l'Argentine, le Brésil et les États-Unis d'Amérique. Les faibles prix du sucre, du riz et de la viande ont contribué à faire baisser l'indice du sous-groupe des produits alimentaires entre mars et septembre 2018. De janvier à septembre 2018, l'indice a reculé de 9,2 %, mais il a représenté 1,8 % de plus que pendant la période correspondante en 2017.

Figure 3

Indice des prix de certains groupes de produits de base, de janvier 2000 à septembre 2018
(2015 = 100)



Source : Calculs du secrétariat de la CNUCED, d'après des données UNCT ADstat.

6. Les prix du maïs subissent une pression à la baisse depuis 2012, en grande partie du fait de la surproduction et de l'abondance des stocks. Le prix du maïs des États-Unis qui sert de référence internationale (maïs jaune n° 3) a augmenté entre décembre 2017 et janvier 2018, la demande ayant été alimentée par la faiblesse du dollar et les préoccupations persistantes concernant l'incidence du temps sec et chaud sur les récoltes en Argentine. Les prix ont augmenté de 4 % entre janvier et mai 2018, atteignant 193,40 dollars par tonne avant de retomber à 157,80 dollars par tonne en septembre, les conditions de production étant redevenues plus favorables (fig. 4).

7. Au premier trimestre de 2018, le prix du blé des États-Unis qui sert de référence internationale (blé dur rouge d'hiver n° 2, prix franco à bord) est passé de 227,29 dollars par tonne en janvier à 245,83 dollars par tonne en mars, en conséquence de la sécheresse prolongée survenue aux États-Unis, des inquiétudes suscitées par les conditions froides et humides dans certaines parties de l'Europe, de la forte demande mondiale et des pressions spéculatives². Aux deuxième et troisième trimestres, le prix a oscillé entre avril et août 2018 avant de se stabiliser à 241,01 dollars par tonne en septembre 2018. Il a augmenté de 6 % pendant les trois premiers trimestres de 2018 et il devrait rester élevé en 2019, étant donné les contraintes qui devraient peser sur l'offre (fig. 4).

8. Le prix du riz thaïlandais qui sert de référence internationale (riz blanc usiné, 5 % de brisures, prix franco à bord) a été instable en 2017, mais il a globalement augmenté de 7,7 %. En janvier 2018, il a atteint 442 dollars par tonne, soit une hausse de 9 % par rapport au mois précédent, en raison de la hausse de la demande. Cette flambée a cependant été de courte durée, et le prix du riz a recommencé à beaucoup fluctuer entre février et août, en grande partie à cause de l'instabilité de la demande et de l'appréciation du baht thaïlandais. En septembre 2018, il s'élevait à 402 dollars par tonne, soit 9 % de moins qu'en janvier 2018. La production de riz devrait reculer légèrement pendant la saison 2018/19, les récoltes ayant été retardées au Viet Nam par la date tardive des semis et les conditions météorologiques ayant été défavorables en Thaïlande (fig. 4).

² <http://www.foodsecurityportal.org/global-wheat-and-maize-prices-continue-rise> (consulté le 31 janvier 2019).

9. Le prix du sucre (moyenne mensuelle des prix journaliers calculés conformément à l'Accord international sur le sucre) est passé de 20,33 cents la livre en janvier 2017 à 13,9 cents la livre en juillet 2017, ce qui s'explique principalement par la faiblesse de la demande, la surabondance de l'offre et le dénouement de certaines positions longues adoptées pendant la flambée des prix qui avait précédé la baisse³. Au second semestre, il a oscillé autour de 14 cents la livre, avant d'épouser une tendance à la baisse au premier semestre de 2018. Entre janvier et avril 2018, il est tombé de 14,09 cents la livre à 12,03 cents la livre, en conséquence de la production record de deux des principaux pays producteurs du monde (Inde et Thaïlande) et des conjectures selon lesquelles le marché resterait pléthorique en raison de l'abondance des semis dans l'Union européenne et en Inde. Toutefois, la crainte de voir les récoltes et la production pâtir de la sécheresse pendant la saison de croissance au Brésil a contribué à faire grimper les prix à 12,5 cents la livre en juin 2018, avant qu'ils ne retombent à 11,08 cents la livre en août 2018, valeur la plus faible enregistrée depuis 2015. En septembre 2018, il a légèrement rebondi, atteignant 11,4 cents la livre, en raison du retour de la sécheresse, qui a pesé sur les récoltes au Brésil. Selon les données du service de recherche du magazine *The Economist*, la production de sucre sera supérieure à la consommation pendant l'année de commercialisation 2018/19 et les prix devraient afficher une tendance à la baisse⁴ (fig. 4).

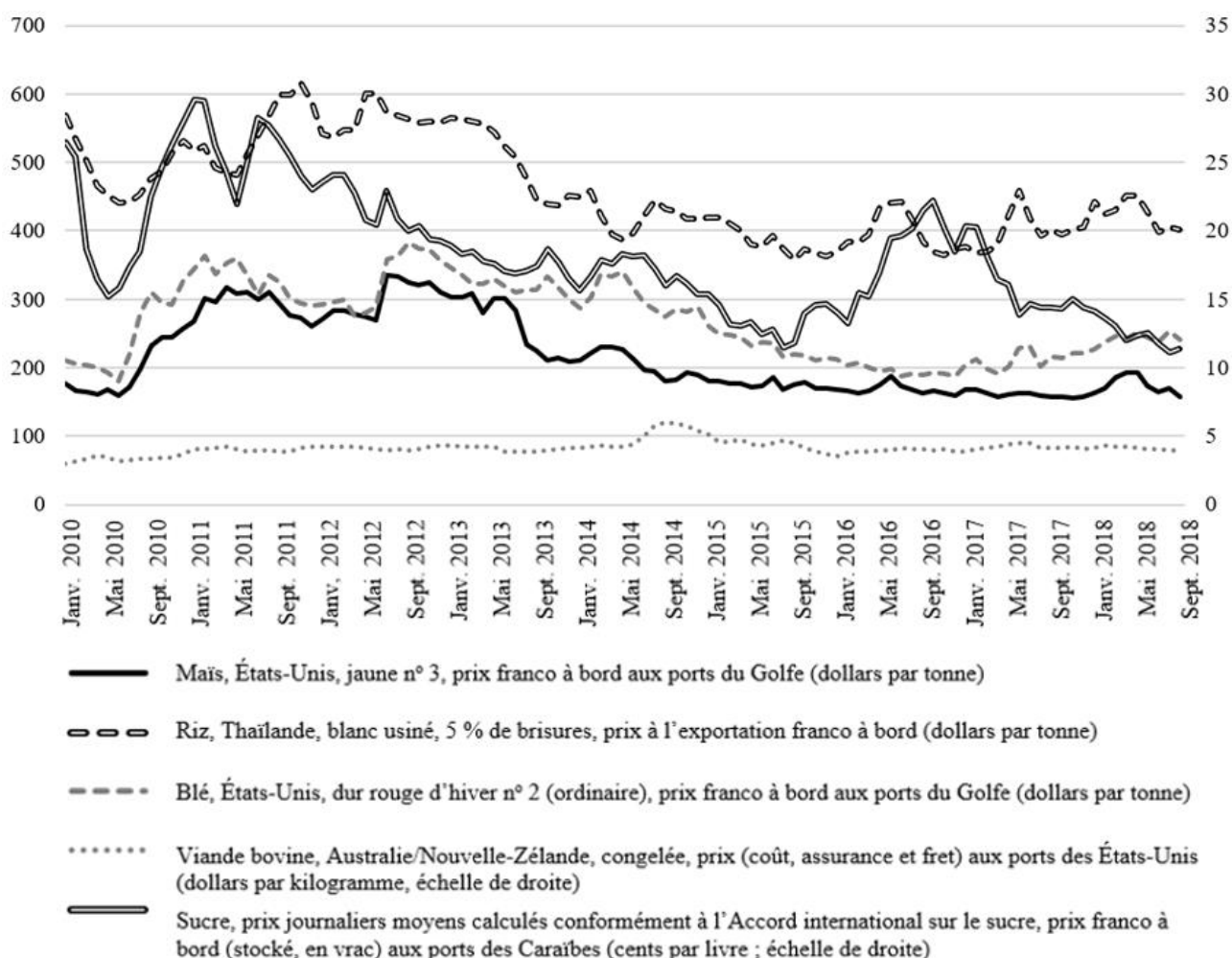
10. Le prix du bœuf d'Australie et de Nouvelle-Zélande (congelé ; coût, assurance et fret) a affiché une tendance à la hausse au premier semestre de 2017, l'offre ayant été insuffisante à cause du fort taux de reconstitution du cheptel et du faible taux d'abattage qui ont suivi la longue période de sécheresse. Au second semestre de 2017, le prix a baissé de 10 % pour s'établir à 4,07 dollars le kilogramme en décembre 2017, en partie en raison de la croissance de la production mondiale et de la concurrence sur les marchés internationaux. Il a brièvement augmenté au premier trimestre de 2018, mais il a recommencé à baisser aux deuxième et troisième trimestres, ce qui s'explique en grande partie par l'accroissement de la production australienne dû à la sécheresse. En septembre, le prix du bœuf congelé s'est établi à 3,92 dollars le kilogramme, soit une baisse de 5 % par rapport à janvier 2018 (fig. 4).

³ www.eiu.com/industry/commodities/article/776195661/sugar/2018-01-01 (consulté le 31 janvier 2019).

⁴ www.eiu.com/industry/commodities/article/1007251084/sugar/2018-11-01 (consulté le 31 janvier 2019).

Figure 4

Prix nominaux de certaines denrées alimentaires et de certains produits agricoles, de janvier 2010 à septembre 2018



Source : Calculs du secrétariat de la CNUCED, d'après des données UNCTADstat.

11. De janvier à avril 2018, l'indice des prix des graines oléagineuses et des huiles végétales de la CNUCED a augmenté de près de 6 % par rapport à décembre 2017 pour s'établir à 112,6 points, avant de retomber à 94,5 points en septembre 2018. Il a augmenté puis diminué en 2018 en raison des variations du prix du soja, attribuables à des facteurs liés à l'offre et à la demande. De janvier à septembre 2018, l'indice a baissé de 11,3 %, de sorte qu'il a représenté près de 4 points de pourcentage de moins qu'à la période correspondante en 2017 (fig. 5).

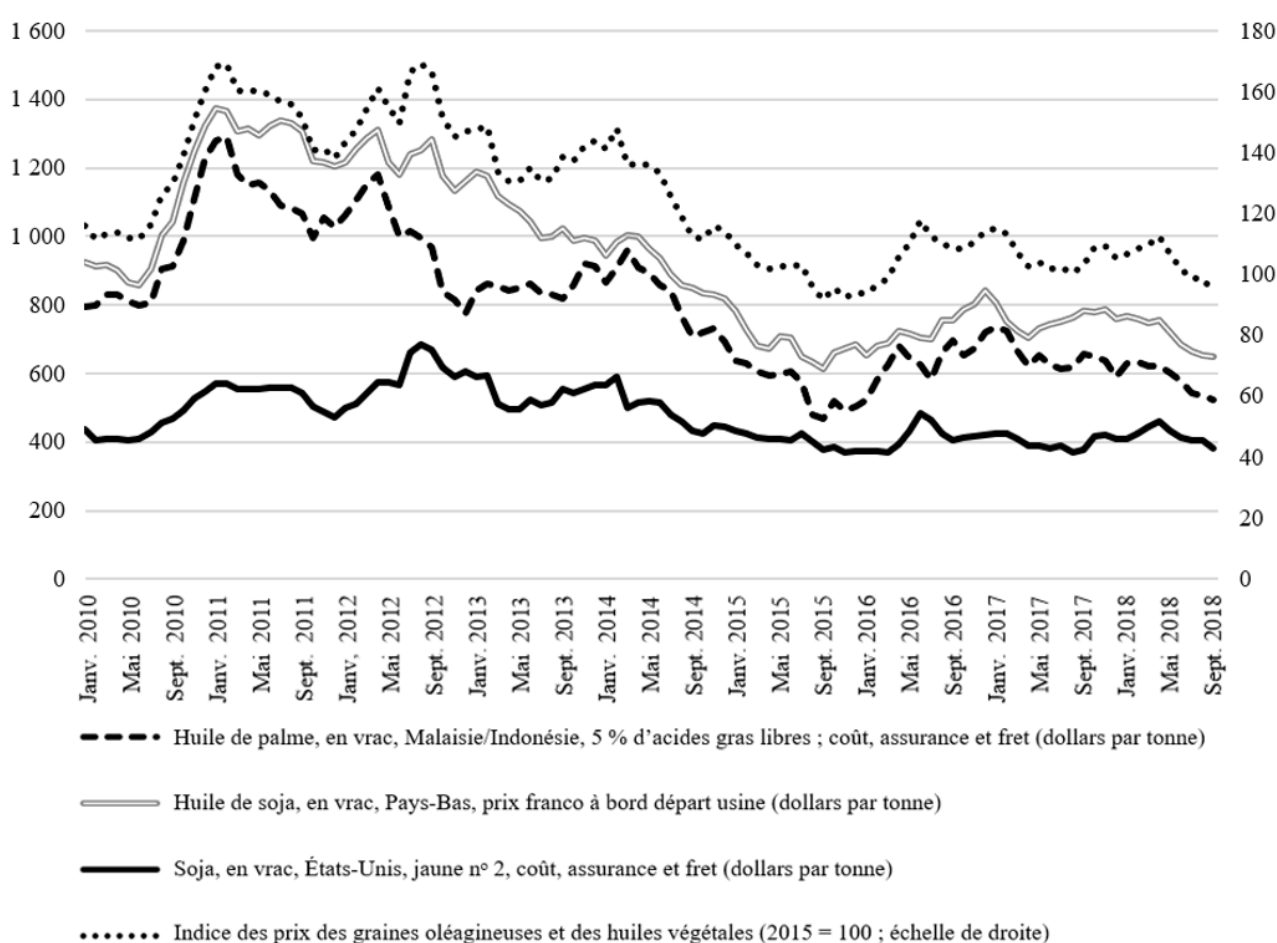
12. Le prix du soja a augmenté de février à avril 2018 pour atteindre 459,90 dollars la tonne. Cela s'explique en partie par l'incidence de la chaleur et de la sécheresse sur les récoltes en Argentine, ainsi que par les préoccupations concernant le commerce entre les États-Unis et la Chine. Cette période d'augmentation a pris fin en mai, en grande partie en raison de l'abondance des stocks de soja, qui a fait chuter les prix à 382,98 dollars la tonne en septembre 2018. Le prix de l'huile de soja a lui aussi traversé des phases d'augmentation et de diminution en 2018. Les variations à la hausse ont principalement été causées par la croissance de la demande du soja destiné tant à la consommation humaine qu'à des usages industriels, tandis que les variations à la baisse étaient dues à l'abondance de l'offre. En septembre 2018, le prix de l'huile de soja était de 650,99 dollars la tonne, soit 15 % de moins qu'en janvier 2018 et 12 % de moins qu'à la période correspondante en 2017. Les prix du soja et de l'huile de soja devraient se redresser à moyen terme, étant donné la croissance attendue de la demande mondiale et la contraction de l'offre qui devrait résulter

de la production relativement faible qui est prévue aux États-Unis, dans un contexte où les inquiétudes concernant le commerce avec la Chine se font de plus en plus vives (fig. 5).

13. Le prix de l'huile de palme a baissé de près de 25 % en 2017, principalement en raison de l'augmentation de la production en Asie du Sud-Est, de l'accroissement des stocks et de l'atonie de la demande mondiale, attribuable à l'opinion défavorable constatée aux États-Unis et dans l'Union européenne à l'égard du biodiesel issu de l'huile de palme, celle-ci y étant considérée comme nocive pour l'environnement⁵. Il est brièvement reparti à la hausse pendant les deux premiers mois de 2018, sous l'effet d'une baisse saisonnière de la production. Il a ensuite recommencé à diminuer, s'établissant à 872,80 dollars la tonne en septembre 2018. D'après les données du service de recherche du magazine *The Economist*, la production excédera la consommation en 2019; compte tenu de la croissance des stocks dans les principaux pays exportateurs, les prix devraient donc baisser (fig. 5)⁶.

Figure 5

Évolution des prix de certains produits de base sur le marché des graines oléagineuses et des huiles végétales, de janvier 2010 à septembre 2018



Source : Calculs du secrétariat de la CNUCED, d'après des données UNCTADstat.

14. L'indice des prix des boissons tropicales de la CNUCED est passé de 100,5 points en janvier 2017 à 87,14 points en décembre 2017, principalement en raison de la baisse des prix du café. En janvier 2018, la tendance à la baisse s'est inversée, de sorte que l'indice a augmenté de 4,4 % pour atteindre 91,0 points en mai 2018. Cette augmentation s'explique en grande partie par la hausse des prix du cacao et du thé, qui a contrebalancé la diminution du prix du café, auquel on applique un coefficient de pondération élevé dans le calcul de

⁵ www.reuters.com/article/us-eu-climatechange-palmoil/eu-to-phase-out-palm-oil-from-transport-fuel-by-2030-idUSKBN1JA21F (consulté le 31 janvier 2019).

⁶ www.eiu.com/industry/commodities/article/1917258175/palm-oil/2018-11-01 (consulté le 31 janvier 2019).

l'indice. En juin, l'indice a commencé à baisser pour s'établir à 77,76 points en septembre, du fait du recul des prix du cacao, du café et du thé. De janvier à septembre 2018, il a reculé de 13,2 % et il a représenté 5,2 % de moins qu'à la période correspondante en 2017 (fig. 6).

15. Depuis la mi-2016, le prix des fèves de cacao tend à diminuer sous l'effet de l'accroissement de la production en Côte d'Ivoire et au Ghana, les deux principaux producteurs mondiaux, et de l'atonie de la demande mondiale. Au premier semestre de 2018, il a enregistré une forte hausse de 36 %, passant de 88,5 cents la livre en janvier à 120,65 cents la livre en mai, parce que la production a reculé dans les deux pays. Parmi les autres facteurs qui ont contribué à la hausse des cinq premiers mois de 2018, on peut citer la forte vague de chaleur saisonnière qui a nui à la qualité des fèves, obligeant les producteurs à acheter plus de cacao pour obtenir les quantités de beurre souhaitées. Les prix ont également été influencés par la destruction de plantes malades, la réduction des stocks mondiaux et la progression de la demande. Il a commencé à baisser en juin pour s'établir à 99,6 cents la livre en septembre 2018, en raison de l'amélioration des conditions météorologiques et de l'augmentation des quantités livrées aux ports des zones productrices d'Afrique de l'Ouest. De janvier à septembre 2018, le prix du cacao a augmenté de 12,4 %, de sorte que la tendance à la baisse enregistrée pendant la période correspondante de l'année précédente s'est inversée. Le fait que l'Organisation internationale du café prévoit une offre record en provenance des principaux producteurs devrait tendre à faire baisser les prix (fig. 6)⁷.

16. Pendant les deux premiers mois de 2018, le prix du thé a recommencé à augmenter brièvement, en partie en raison de la baisse de la production dans les principaux pays producteurs, l'Inde et Sri Lanka, mais il a ensuite diminué pendant six mois consécutifs, de sorte qu'il s'est chiffré à 2,41 dollars le kilogramme en septembre 2018, la production mondiale ayant augmenté à la faveur des bonnes conditions météorologiques. Ces conditions devraient continuer d'exercer une pression à la baisse sur les prix ces prochains mois (fig. 6).

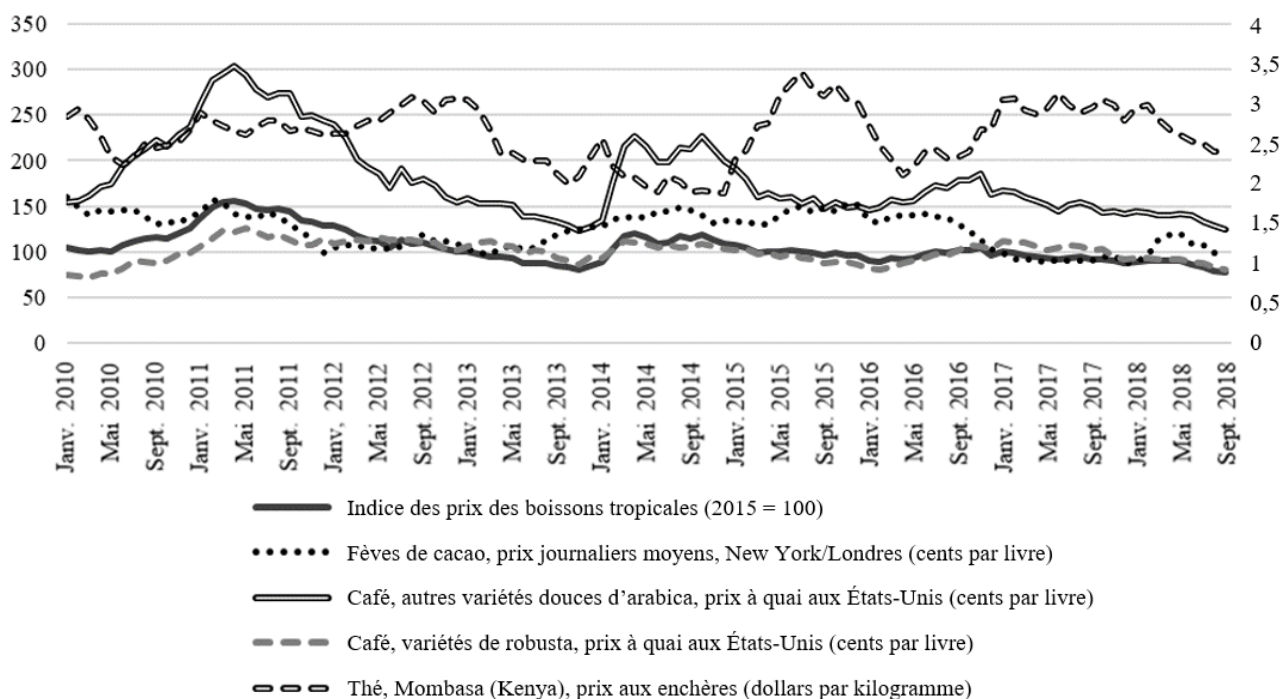
17. En ce qui concerne le prix du café, la moyenne mensuelle de l'indicateur synthétique s'est légèrement redressée (+1,4 %) en janvier 2018 par rapport au mois précédent, pour atteindre 115,60 cents la livre. Cette période d'augmentation n'a cependant pas été longue. La tendance a été à la baisse pendant les mois suivants, l'indicateur synthétique s'établissant à 98,17 cents la livre fin septembre. Dans plusieurs pays producteurs, les récoltes de tous les types de café pris en compte dans l'indicateur (robusta, café doux colombien, autres cafés doux et café naturel brésilien) ont augmenté, ce qui a contribué à faire baisser les prix. Le service de recherche du magazine *The Economist* prévoit une légère remontée des prix du café, sous l'effet d'une baisse de la production et de la croissance continue de la demande (fig. 6)⁸.

⁷ Cocoa market review: November 2018, disponible à l'adresse : www.icco.org/statistics/monthly-review-of-the-market.html (consulté le 28 janvier 2019).

⁸ www.eiu.com/industry/commodities/article/1917240775/coffee/2018-11-01 (consulté le 31 janvier 2019).

Figure 6

Évolution des prix de certains produits tropicaux destinés à la préparation de boissons, de janvier 2010 à septembre 2018



Source : Calculs du secrétariat de la CNUCED, d'après des données UNCTADstat.

18. L'indice des prix des matières premières agricoles de la CNUCED a affiché une tendance à la baisse en 2018, sous l'effet de la chute des prix du caoutchouc et du contreplaqué. Il a légèrement augmenté en août 2018 pour atteindre 102,4 points, mais il est retombé à 101,9 points le mois suivant. De janvier à septembre 2018, il a baissé de 4,2 %, mais il a représenté 6 % de plus que pendant la période correspondante en 2017 (fig. 7).

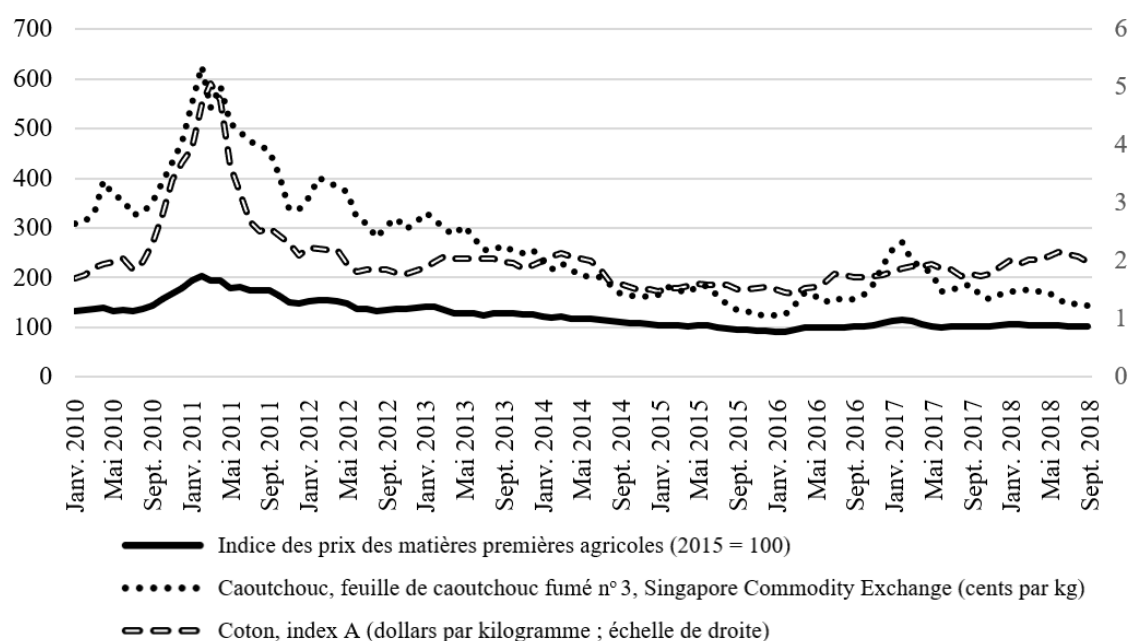
19. L'indice A du prix du coton, qui sert de référence pour les prix mondiaux, a atteint sa valeur la plus élevée en quarante-huit mois – 1,95 dollars le kilogramme, en mai 2017 – après avoir augmenté pendant huit mois consécutifs. Par la suite, sa valeur mensuelle a fluctué mais en suivant une trajectoire descendante, pour s'établir à 1,88 dollar le kilogramme en décembre 2017, ce qui s'explique en grande partie par l'expansion des zones de plantation et la surabondance de l'offre. En janvier 2018, le prix est remonté pour atteindre 2,01 dollars le kilogramme, sous l'effet de la baisse des stocks et des rendements, mais cette hausse a été de courte durée. Il a chuté de 3 % pour s'établir à 1,95 dollar le kilogramme en février 2018 et, au cours des mois suivants, il a oscillé à l'intérieur d'un intervalle étroit de 20 cents le kilogramme avant de s'établir à 1,99 dollar le kilogramme en septembre 2018 (fig. 7).

20. Après avoir atteint un pic de 625,92 dollars la tonne en février 2011, le prix du caoutchouc naturel est tombé à 123,38 dollars la tonne en janvier 2016, sa valeur la plus basse en cinq ans, principalement en raison de la surabondance de l'offre provenant des trois principaux producteurs (Thaïlande, Indonésie et Malaisie), du ralentissement de la demande associé au recul des ventes de voitures en Chine et aux États-Unis, et de certaines conjectures selon lesquelles les prix chuteraient. La tendance à la baisse s'est ensuite inversée et le prix a atteint 165,19 dollars la tonne en décembre 2017. Une brève période d'augmentation l'a porté à 175,79 dollars la tonne, à la faveur d'un accord conclu par les principaux producteurs en décembre 2017 pour réduire leurs exportations de 350 000 tonnes au premier trimestre de 2018. Après l'expiration de l'accord, la tendance à la hausse s'est inversée à mesure que la crainte d'un accroissement de l'offre a refait surface, tandis que la demande fléchissant du fait des inquiétudes de plus en plus vives concernant le commerce entre les États-Unis et la Chine. En septembre 2018, le prix était de 144,18 dollars la tonne, soit 16,2 % de moins qu'au début de l'année. L'offre

excédentaire et la croissance ininterrompue des stocks devraient encore le faire baisser (fig. 7)⁹.

Figure 7

Évolution des prix de certaines matières premières agricoles, de janvier 2010 à septembre 2018



Source : Calculs du secrétariat de la CNUCED, d'après des données UNCTADstat.

Minéraux, minerais et métaux

21. L'indice des prix des minéraux, des minerais et des métaux non précieux de la CNUCED (fig. 8) a atteint un sommet de 212,44 points en février 2011, mais il a ensuite chuté à 93,15 points à la mi-2016, notamment parce que la production a été importante lorsque les prix étaient élevés, d'où une offre était excédentaire. Au second semestre de 2017, l'indice a grimpé à 136,8 points en décembre, ce qui s'explique en grande partie par la hausse des prix du minerai de fer et du cuivre. Il a culminé à 143,1 points en février 2018, avant de retomber à 126,76 points en septembre 2018.

22. Les prix du minerai de fer ont subi des pressions à la hausse et à la baisse ces deux dernières années. L'augmentation des prix enregistrée au premier semestre de 2017 a résulté en grande partie de l'application de règles strictes visant à lutter contre la pollution en Chine et de réformes destinées à maîtriser l'offre. Les baisses des prix étaient attribuables à l'importance des stocks de minerai de fer dans les ports, à la faiblesse du prix de l'acier et au ralentissement de la demande provenant de Chine. Au second semestre de 2017, les prix ont continué d'être instables, à cause de l'incertitude entourant la demande et de la spéculation, mais une tendance à la hausse s'est dessinée vers la fin de l'année et les prix ont atteint 77,46 dollars la tonne sèche en février 2018, sous l'effet de la demande croissante de minerai de fer importé en Chine. Lorsque les mesures restreignant la production ont été levées en Chine en mars 2018, l'indice a diminué de près de 17 % pour s'établir à 64,56 dollars la tonne sèche en juillet 2018, avant de remonter légèrement et d'atteindre 68,44 dollars la tonne sèche en septembre. De janvier à septembre 2018, le prix du minerai de fer a chuté de 10,3 %, tandis qu'il avait reculé de 11 % au cours de la période correspondante en 2017 (fig. 8).

23. Le prix du cuivre par tonne est passé de 5 754,60 dollars en janvier 2017 à 6 833,90 dollars en décembre 2017, soit une hausse de près de 27 % par rapport à la période correspondante de 2016. Cette augmentation a été soutenue par la croissance mondiale élevée et la forte demande du premier consommateur mondial, la Chine. En 2018, le prix du

⁹ <http://blogs.worldbank.org/developmenttalk/raw-materials-outlook-cotton-rubber-prices-stabilize-2019> (consulté le 31 janvier 2019).

cuivre est passé de 7 065,85 dollars la tonne en janvier à 6 050,76 dollars la tonne en septembre, malgré le risque que l'offre soit perturbée par les conflits de travail dans la plus grande mine de cuivre du monde, Escondida. Cette tendance à la baisse s'explique en grande partie par le fléchissement de la demande en Chine, résultat des préoccupations de plus en plus vives concernant le commerce entre ce pays et les États-Unis, et de l'augmentation des stocks dans les entrepôts de la Bourse des métaux de Londres et du Shanghai Futures Exchange. Selon Standard and Poor's Global Market Intelligence, les prix du cuivre devraient augmenter en 2019, comme la demande mondiale devrait être forte et supérieure à l'offre (fig. 8)¹⁰.

24. Le prix de l'aluminium a augmenté de 6 % en janvier 2018 par rapport au mois précédent, atteignant 2 209 dollars la tonne, avant de reculer les deux mois suivants pour s'établir à 2 069 dollars la tonne en mars 2018, les stocks d'aluminium ayant augmenté aux entrepôts de la London Metal Exchange et du Shanghai Futures Exchange. Le prix mondial de l'aluminium a augmenté au deuxième trimestre, atteignant 2 299,67 dollars la tonne en mai, sous l'effet de la réforme des droits de douane aux États-Unis et de l'inscription sur la Liste des nationaux spécifiquement désignés de l'entreprise Rusal¹¹, l'un des principaux producteurs d'aluminium au monde¹². Cela tient en grande partie à la prise en compte par les analystes du risque que 13 % de la production mondiale soit exclue du commerce. Les prix sont tombés à 2 026,46 dollars la tonne en septembre 2018, en partie à cause d'un fléchissement de la consommation de la Chine et de l'hypothèse émise par des analystes, selon laquelle les perturbations de l'offre s'atténueraient parce que le Département du trésor des États-Unis avait autorisé les acheteurs d'aluminium à conclure de nouveaux contrats avec Rusal après la date limite fixée au 23 octobre pour la fin des échanges avec la société russe¹³. Les prix devraient continuer de baisser en 2019, car la croissance de la production dépassera celle de la demande, sauf si les activités de la société russe subissent des perturbations majeures (fig. 8).

25. Le zinc est le métal le plus consommé après le fer, l'aluminium et le cuivre, et son prix sur les marchés est influencé par la conjoncture économique mondiale. Son prix a été instable pendant la majeure partie de 2017, augmentant néanmoins globalement de 18,2 %. Cette instabilité s'explique en grande partie par les tensions créées sur les marchés par divers facteurs, dont les réductions de la production, la baisse marquée des stocks, l'augmentation de la demande provenant de la Chine, les baisses de production causées par la fermeture de grandes mines dans le monde et les préoccupations environnementales concernant la production en Chine, grand producteur de zinc. Le prix a légèrement fléchi vers la fin de l'année, mais il a rebondi en 2018 puis a continué d'augmenter au cours des mois suivants pour atteindre 169,1 cents la livre en février, ce qui s'explique par des problèmes persistants touchant l'offre et la réduction soudaine des stocks. En mars, il a commencé à subir des pressions qui l'ont fait tomber à 117,9 cents la livre en septembre 2018, en grande partie du fait de la surabondance de l'offre et de la hausse des stocks. De janvier à septembre 2018, il a baissé de près de 28 %. Selon une enquête réalisée par Reuters auprès de 30 analystes, les prix devraient rester stables en 2019, comme le resserrement des fondamentaux devrait freiner la diminution des prix (fig. 8)¹⁴.

26. Le prix du nickel est passé de 9 971,46 dollars la tonne en janvier 2017 à 10 204,66 dollars la tonne en mars 2017. Cette augmentation est attribuable à divers facteurs, dont la forte demande dans le secteur de l'acier inoxydable, le déclin de la production aux Philippines, qui est dû à la fermeture de mines, la perspective de

¹⁰ www.sp.global.com/marketintelligence/en/news-insights/trending/adzuhkau11jojhterm4gcw2 (consulté le 31 janvier 2019).

¹¹ <https://home.treasury.gov/news/press-releases/sm0338> (consulté le 31 janvier 2019).

¹² Les personnes et les entreprises qui sont considérées comme des nationaux spécifiquement désignés se voient bloquer leurs avoirs, et il est généralement interdit aux nationaux des États-Unis de mener des activités avec eux ; www.treasury.gov/resource-center/sanctions/SDN-List/Pages/sdn_data.aspx (consulté le 31 janvier 2019).

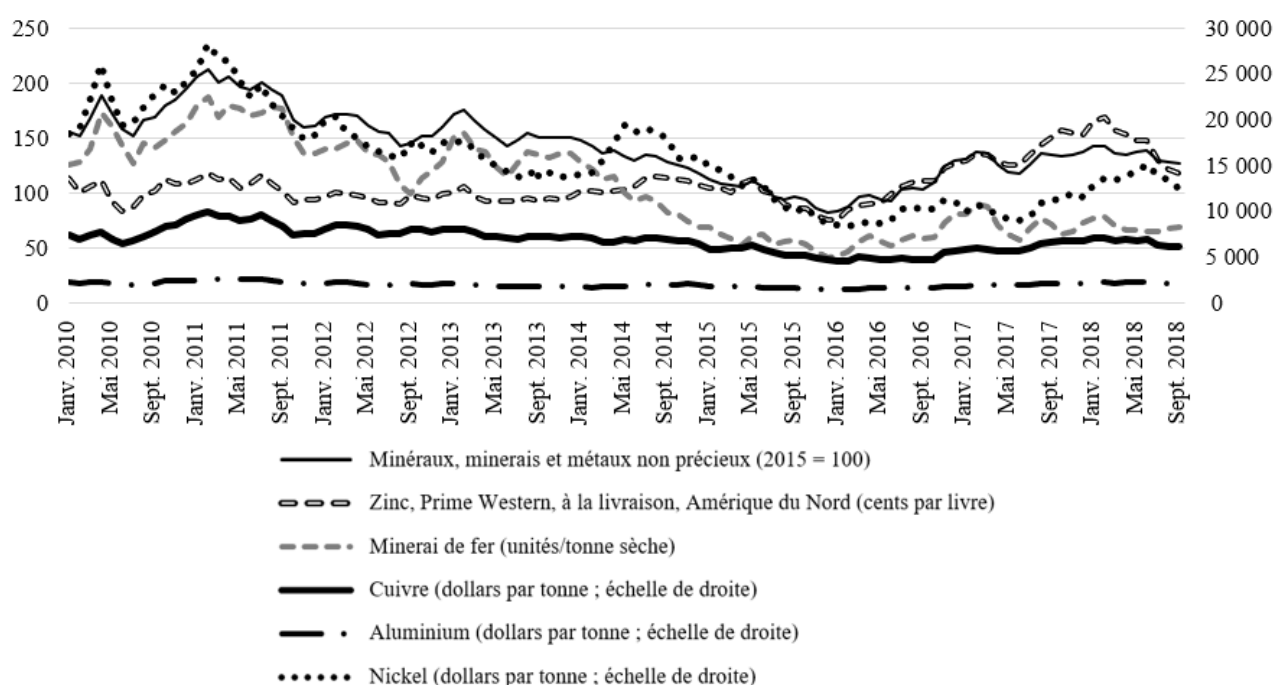
¹³ www.independent.ie/business/world/aughinish-owner-rusal-up-as-us-eases-sanctions-pressure-37325298.html (consulté le 31 janvier 2019).

¹⁴ www.reuters.com/article/us-metals-base-poll/copper-price-to-spring-back-in-2019-zinc-seen-flat-reuters-poll-idUSKCN1N01MR (consulté le 31 janvier 2019).

l'utilisation du nickel au lieu du cobalt dans les batteries lithium-ion rechargeables destinées aux véhicules électriques et la réglementation environnementale en Chine. Au deuxième trimestre, le prix a chuté de 16 % pour s'établir à 8 931,76 dollars la tonne en juin, en partie à cause du ralentissement de la demande provenant de la Chine et de la crainte d'une offre excédentaire. Il a recommencé à augmenter au second semestre de 2017, atteignant 11 495,11 dollars la tonne en décembre. Début 2018, il a continué de croître mais en affichant de fortes fluctuations. Il a augmenté de 12 % en janvier 2018 par rapport au mois précédent, avant d'atteindre 13 595,88 dollars la tonne en février, à la faveur de la réduction des stocks et du creusement du déficit de l'offre. Par la suite, le prix du nickel a brièvement diminué en mars 2018, mais il a ensuite augmenté de mois en mois par l'effet de l'augmentation de la demande, se chiffrant à 15 105,65 dollars la tonne en juin, avant de diminuer régulièrement et de s'établir à 12 510,35 dollars la tonne en septembre 2018. De janvier à septembre 2018, il a chuté de 3 %, alors qu'il avait augmenté de 12 % pendant la période correspondante de 2017. Il devrait toutefois se redresser au cours de 2019, comme la production ne devrait pas suivre le rythme de la croissance de demande¹⁵ (fig. 8).

Figure 8

Évolution des prix de certains minerais et métaux non précieux, de janvier 2010 à septembre 2018



Source : Banque mondiale, base de données Global Economic Monitor Commodities (consulté le 31 octobre 2018).

27. L'indice des prix des métaux précieux de la CNUCED a atteint un sommet de 160,28 points en août 2011, mais il a ensuite diminué et enregistré une valeur de 91,43 points en décembre 2015, sous l'effet de la baisse du cours de l'or. Il a beaucoup fluctué en 2017 sans afficher de tendance claire, mais il est resté légèrement plus élevé que pendant les périodes équivalentes en 2016. Ces fluctuations se sont poursuivies pendant les quatre premiers mois de 2018, mais l'évolution globale des prix est restée relativement limitée, l'indice ayant subi les effets de l'instabilité du cours de l'or avant de suivre une trajectoire descendante qui l'a ramené de 113,2 points en avril à 101,25 points en septembre.

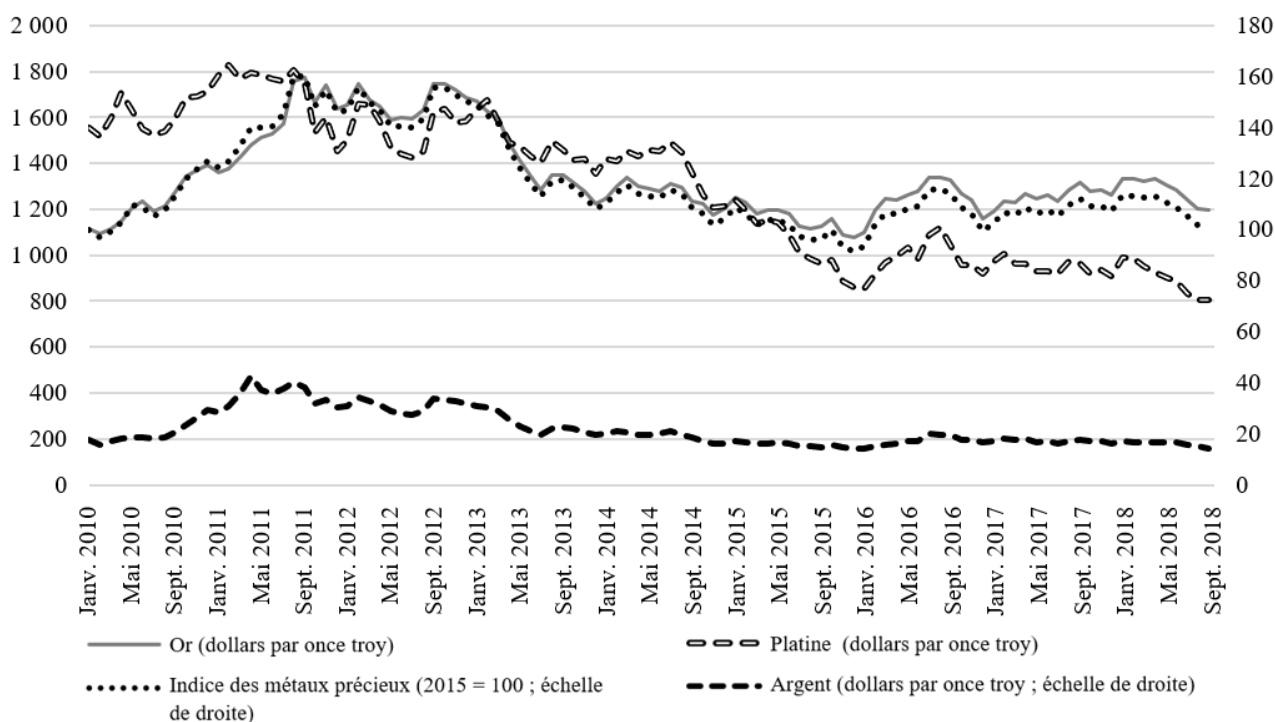
28. Affichant une tendance à la hausse caractérisée par une forte instabilité, le prix de l'or est passé de 1 192,10 dollars l'once troy en janvier 2017 à 1 314 dollars l'once troy en septembre 2017. La hausse du cours de l'or a été alimentée par la faiblesse du dollar des États-Unis et l'aggravation des risques géopolitiques dans la péninsule coréenne. Cela a incité les investisseurs à chercher refuge dans des placements plus sûrs. Au dernier

¹⁵ <https://af.reuters.com/article/metalsNews/idAFL3N1VY5LN> (consulté le 31 janvier 2019).

trimestre de 2017, le prix de l'or a été fluctuant, baissant de 2,6 % pour s'établir à 1 314,07 dollars l'once troy en octobre, avant d'augmenter légèrement en novembre puis de baisser à nouveau pour s'établir à 1 264,45 l'once troy en décembre. Cette instabilité s'explique en partie par la spéculation et la hausse des taux d'intérêt aux États-Unis (fig. 9).

Figure 9

Évolution des prix de certains métaux précieux, de janvier 2010 à septembre 2018



Source : Calculs du secrétariat de la CNUCED, d'après des données UNCTADstat et des données de la base Global Economic Monitor Commodities de la Banque mondiale (date de consultation : 31 octobre 2018).

29. En 2018, le prix de l'or a continué d'afficher de fortes variations. De décembre 2017 à janvier 2018, il a augmenté de 5,3 % pour s'établir à 1 331,30 dollars l'once troy, en conséquence des craintes concernant l'inflation, mais il a de nouveau reculé les deux mois suivants, en grande partie en raison de la baisse de la demande de lingots d'or et de fonds indiciaires adossés à l'or¹⁶. En avril 2018, le prix de l'or a brièvement augmenté pour passer à 1 334,76 dollars l'once troy, avant de tomber à 1 198,39 dollars l'once troy en septembre. Les variations ont résulté en grande partie de l'incertitude régnant sur les marchés. La force du dollar et de la hausse des taux d'intérêt devraient continuer d'être à l'origine d'une pression la baisse.

30. De nombreux indicateurs mondiaux influent sur le prix de l'argent, qui n'est pas uniquement considéré comme un métal précieux, puisqu'il se prête à divers usages industriels, étant notamment utilisé dans les batteries, les cellules photovoltaïques, les contacts électriques et les alliages. De plus, il est moins cher que l'or, ce qui permet aux investisseurs de prendre des positions destinées à réaliser des gains rapides ou à quitter le marché sans que les sommes en jeu ne soient importantes. Au cours des quatre premiers mois de 2017, le prix de l'argent a suivi une trajectoire à la hausse, atteignant un pic de 18,03 dollars l'once troy en avril, en partie du fait de la baisse des stocks. Il a ensuite amorcé une tendance à la baisse avant d'entrer dans une période de forte instabilité, clôturant l'année à 16,17 dollars l'once troy, malgré les fondamentaux, qui semblaient favorables (fig. 9).

31. En 2018, le cours de l'argent a brièvement augmenté en janvier pour atteindre 17,13 dollars l'once troy, notamment sous l'effet de la spéculation financière (rachat de

¹⁶ www.gold.org/research/gold-demand-trends (consulté le 31 janvier 2019).

titres vendus à découvert) mais il a ensuite retrouvé une trajectoire décroissante marquée par l'instabilité, s'établissant à 14,27 dollars l'once troy en septembre 2018 sous l'effet de l'appréciation du dollar américain et de l'affaiblissement de la demande industrielle, qui trouve son origine dans le risque de tensions commerciales mondiales. Il devrait continuer de baisser à mesure que la demande industrielle fléchira par suite du remplacement de l'argent par des métaux de base comme le cuivre et l'aluminium et de l'adoption de techniques de production plus efficaces, qui nécessitent moins d'argent.

32. Le platine est le métal le mieux connu du groupe du platine, étant utilisé dans le cadre de la bijouterie, de la fabrication de convertisseurs catalytiques et d'autres applications industrielles. En 2017, son prix a fluctué mais en suivant globalement une tendance à la baisse pendant la plus grande partie de l'année, avant de clôturer l'année à 907,20 dollars l'once troy en décembre. Cette baisse s'explique en partie par le recul de la demande dans le secteur automobile, conséquence du passage au palladium dans la fabrication des convertisseurs catalytiques et de la diminution de la demande provenant des bijoutiers et des investisseurs¹⁷. Ces facteurs ont eu un effet nettement plus important que la baisse de l'offre imputable aux interruptions de la production dans les principales mines d'Afrique du Sud. En janvier 2018, les prix du platine a grimpé à 990,12 dollars l'once troy à la faveur des positions prises par les investisseurs, mais ils ont ensuite diminué régulièrement pour tomber à 804,79 dollars l'once troy en septembre 2018. Cette baisse est attribuable à divers facteurs tels que la hausse du dollar, la crainte que les relations commerciales entre la Chine et les États-Unis pèsent sur la croissance économique et la demande mondiale, la surabondance de l'offre et les paris spéculatifs tablant sur une baisse des prix. Les prix devraient rebondir légèrement en 2019, lorsque les utilisateurs industriels tireront parti des prix faibles actuels (fig. 9).

33. Le cobalt est un composant clef des batteries lithium-ion couramment utilisées dans les voitures électriques¹⁸. Après plusieurs années où il a été relativement stable, le prix de ce métal a bondi de 129 % en 2017 pour clôturer l'année à 75 500 dollars la tonne¹⁹. Cette augmentation a résulté de plusieurs facteurs, notamment la demande de batteries lithium-ion, les problèmes de production découlant de l'instabilité politique et des conflits dans l'un des principaux pays producteurs, des problèmes de gouvernance et la politique de certains grands États tendant à mettre fin progressivement à l'utilisation de combustibles fossiles. Au premier trimestre de 2018, le prix du cobalt a augmenté de 24 % et atteint 93 250 dollars la tonne, mais cette tendance s'est inversée en avril, et il est retombé de 16 % à 77 300 dollars la tonne au deuxième trimestre, en grande partie en raison de la surabondance de l'offre²⁰. La quantité de cobalt négocié à la Bourse des métaux de Londres au deuxième trimestre de 2018 a diminué de 33 % par rapport à la même période l'année précédente²¹. Le cours du cobalt a continué de baisser au troisième trimestre, sous l'effet de l'augmentation de l'offre en République démocratique du Congo et de la baisse de la demande due au durcissement des conditions de liquidité applicables aux négociants et aux acheteurs établis en Chine²². Il devrait rebondir à mesure que les tensions sur le marché augmenteront, lorsque les exportations de la République démocratique du Congo fléchiront à cause des niveaux de radioactivité constatés dans la production de la mine de cuivre et de cobalt de Kamoto²³.

¹⁷ Le platine est utilisé davantage dans les véhicules diesel, mais ceux-ci sont moins populaires depuis le scandale des émissions en 2015.

¹⁸ Le cobalt n'est pas pris en compte dans l'indice des prix des produits de base sur le marché libre de la CNUCED ni, par conséquent, dans la figure 9.

¹⁹ www.mining.com/cobalt-price-bulls-worst-fears-may-just-confirmed/ (consulté le 31 janvier 2019).

²⁰ <https://investingnews.com/daily/resource-investing/critical-metals-investing/cobalt-investing/cobalt-market-update/> (consulté le 31 janvier 2019).

²¹ www.metalbulletin.com/Article/2866440/LME-cobalt-volumes-fell-33-in-Q2.html (consulté le 31 janvier 2019).

²² www.sherritt.com/English/Investor-Relations/News-Releases/News-Release-Details/2018/Sherritt-Reports-Higher-Production-at-Moa-JV-and-Stronger-Balance-Sheet-for-Q3-2018/default.aspx (consulté le 31 janvier 2019).

²³ www.moneyweb.co.za/news-fast-news/congo-begins-audit-of-glencore-unit-after-cobalt-exports-halted/ (consulté le 31 janvier 2019).

Énergie

34. L'indice des prix des combustibles de la CNUCED est passé de 105,35 points en janvier 2017 à 92,23 points en juin 2017, sous l'effet de la baisse des cours du pétrole brut, du gaz naturel et du charbon. Au deuxième semestre de la même année, il a augmenté de 27,5 % pour s'établir à une moyenne de 117,6 points en décembre 2017, puis de 10 % en janvier 2018, croissant ainsi pour un septième mois consécutif (fig. 10). Cette période d'augmentation a résulté en grande partie de la hausse des prix du pétrole brut et du charbon, la demande ayant été stimulée par la croissance de l'économie mondiale. En février, l'indice s'est élevé à 119,2 points en moyenne, soit une baisse de 7,5 % attribuable à la pression exercée sur les prix du pétrole par l'accroissement inattendu des stocks et le ralentissement de l'activité économique des principaux pays consommateurs, notamment la Chine, l'Inde et le Japon. Cette diminution soudaine a cependant été de courte durée, l'indice ayant augmenté de 14,2 % et atteint 137,06 points en mai, ce qui s'explique par la reprise marquée des prix du pétrole due à la hausse de la demande et à la réduction de la production des principaux producteurs. Dans les mois qui ont suivi, l'indice est redescendu pour s'établir à une moyenne de 135,53 points en août 2018, du fait de la chute du prix du charbon; mais la hausse du prix du pétrole a mis fin à cette période de diminution, et l'indice est remonté à 143,7 points en septembre 2018. Depuis janvier 2018, l'indice a augmenté de 10 %, en grande partie en raison de l'augmentation du prix du pétrole.

Pétrole brut

35. Au premier semestre de 2017, le cours du pétrole brut a affiché une tendance à la baisse, qui s'est cependant inversée au second semestre, et le prix du Brent, qui sert de référence, a augmenté de 37 % en décembre, atteignant 62,57 dollars le baril. Cette forte hausse a résulté en grande partie des perturbations que les cyclones ont fait subir à la production de pétrole brut des plateformes du golfe du Mexique, aux États-Unis, et de la prolongation de l'accord conclu en 2016 par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole avec ses partenaires, tendant à maintenir un plafond de production jusqu'à la fin de 2018. La Libye et le Nigéria, tous deux membres de l'Organisation mais exempts de l'accord, ont également accepté de plafonner leur production au niveau de 2017.

36. L'augmentation s'est poursuivie en 2018. En mai, le prix du Brent a atteint 77 dollars le baril, ce qui s'explique en grande partie par les tensions géopolitiques et la crainte d'une perturbation de l'offre du Moyen-Orient. L'Organisation des pays exportateurs de pétrole a cependant conclu un accord avec des partenaires non membres à sa réunion semestrielle de juin 2018 pour assouplir les restrictions de la production de pétrole brut six mois avant l'expiration de l'accord existant, ce qui a permis de mieux répondre à l'accroissement de la demande mondiale et de contenir les prix, qui ont ainsi subi une pression à la baisse de juin à août 2018. Les tensions commerciales mondiales déjà mentionnées plus haut, ainsi que leurs effets sur la croissance de l'économie mondiale, semblent avoir contribué à cette évolution du prix. En septembre 2018, celui-ci a augmenté pour s'établir à 79 dollars par baril, les inquiétudes concernant l'approvisionnement des marchés mondiaux ayant été aggravées par les tensions géopolitiques entre la République islamique d'Iran et les États-Unis, ainsi que par la chute de la production de la République bolivarienne du Venezuela. De janvier à septembre 2018, le prix du Brent a augmenté d'environ 14 %. On prévoit cependant qu'il diminuera en raison de l'accroissement de la production aux États-Unis, qui devrait contrebalancer la croissance de la consommation de la Chine et la baisse de l'offre provenant de la République islamique d'Iran.

Charbon

37. Le prix du charbon thermique a été instable pendant la plus grande partie de 2017, alternant entre mouvements à la hausse et à la baisse. Les prix ont cependant augmenté au dernier trimestre de 2017, notamment sous l'effet de facteurs suivants : l'accroissement de la demande en provenance des entreprises chinoises produisant de l'énergie à partir de charbon, qui ont augmenté leurs réserves en prévision de la saison hivernale, les difficultés de production dues aux conditions météorologiques et les actions collectives menées au cours de l'année dans certaines mines en Australie. Cette trajectoire croissante a cependant été interrompue en janvier 2018, lorsque le prix a atteint 106,45 dollars la tonne avant de

traverser une période d'instabilité qui a pris fin en septembre 2018. Cette instabilité a notamment résulté des facteurs suivants : les tensions sur les marchés se sont apaisées, d'où une baisse des prix; en Asie et particulièrement de Chine, la vague de chaleur estivale s'est traduite par une forte demande dans le secteur des services de refroidissement industriel et résidentiel ; la reconstitution des stocks a également eu des effets sur les prix. Parmi les autres facteurs qui tendaient à faire monter les prix, on peut citer la réduction de l'offre résultant de fermetures de mines et les obstacles importants à surmonter pour en ouvrir de nouvelles dans un contexte où la pollution et le réchauffement de la planète sont sources d'inquiétudes. En septembre 2018, le charbon valait 114,16 dollars la tonne, soit 17 % de plus qu'à la même période en 2017. Les données du service de recherche du magazine *The Economist* portent à croire que les prix subiront sans doute une pression à la baisse du fait d'un accroissement de la production, qui devrait contrebalancer une légère hausse de la demande²⁴.

Gaz naturel

38. Le gaz naturel a plusieurs utilisations finales, notamment la production d'électricité, le chauffage domestique et industriel, l'utilisation en tant que matière première à des fins industrielles, et les transports. Il est principalement vendu sur trois marchés régionaux situés respectivement en Asie, en Europe et aux États-Unis. Le marché du centre Henry Hub (États-Unis) et le marché européen facilitent surtout le commerce du gaz naturel transporté par gazoduc, tandis que le marché asiatique se fonde avant tout sur le transport de gaz naturel liquéfié. Les principaux types de contrat ne sont pas les mêmes dans les trois régions, et les prix sont influencés par divers facteurs comme la demande provenant des utilisateurs finals, l'offre, le degré de libéralisation du marché, les conditions météorologiques et le stockage.

39. Le prix mensuel moyen du gaz naturel vendu au centre Henry Hub est passé de 3,26 dollars par million d'unités thermiques britanniques (BTU) en janvier 2017 à 2,76 dollars par million de BTU en décembre 2017, soit une baisse de 18 % largement attribuable à une production record et au temps doux. En janvier 2018, cependant, les températures extrêmement froides enregistrées dans une grande partie des États-Unis ont fait augmenter les exportations de gaz naturel liquéfié, tandis que la réduction marquée des stocks de gaz a fait grimper le cours à 3,88 dollars le million de BTU, mais cette situation a été de courte durée. Le cours mensuel moyen est tombé à 2,67 dollars le million de BTU en février, en conséquence de l'accroissement de la production, avant de recommencer à augmenter en mars de façon à atteindre 2,99 dollars le million de BTU en septembre 2018 (+11 %), à la faveur de la demande croissante et de la faiblesse des stocks. Selon l'Energy Information Administration des États-Unis, les prix devraient subir une pression à la baisse en 2019 en raison de la forte croissance de la production²⁵.

40. Le marché européen du gaz a été caractérisé par l'instabilité des prix, sans qu'une tendance claire ne se dégage au premier semestre de 2017. Les prix ont eu tendance à augmenter au second semestre, notamment sous l'effet des tensions créées sur les marchés par la hausse de la demande due à l'utilisation croissante du gaz dans le secteur de l'énergie et par les perturbations de la production causées par des pannes dans des terminaux en Norvège. La faiblesse des stocks et la hausse des cours du pétrole et du charbon ont également contribué à cette tendance²⁶. En février et mars 2018, les prix ont grimpé en flèche dans les principaux centres d'échanges de la région, par suite de la vague de froid survenue à la fin de l'hiver et de la diminution des stocks. D'avril à septembre, les prix ont de nouveau augmenté pour atteindre 10 dollars par million de BTU dans les principaux centres d'échanges, ce qui s'explique par différents facteurs comme la demande de gaz naturel liquéfié sur le marché asiatique, la vague de chaleur qui a déferlé sur une bonne partie de l'hémisphère Nord et l'entretien des pipelines et des autres installations.

²⁴ www.eiu.com/industry/commodities/article/1577237341/coal/2018-11-01# (consulté le 31 janvier 2019).

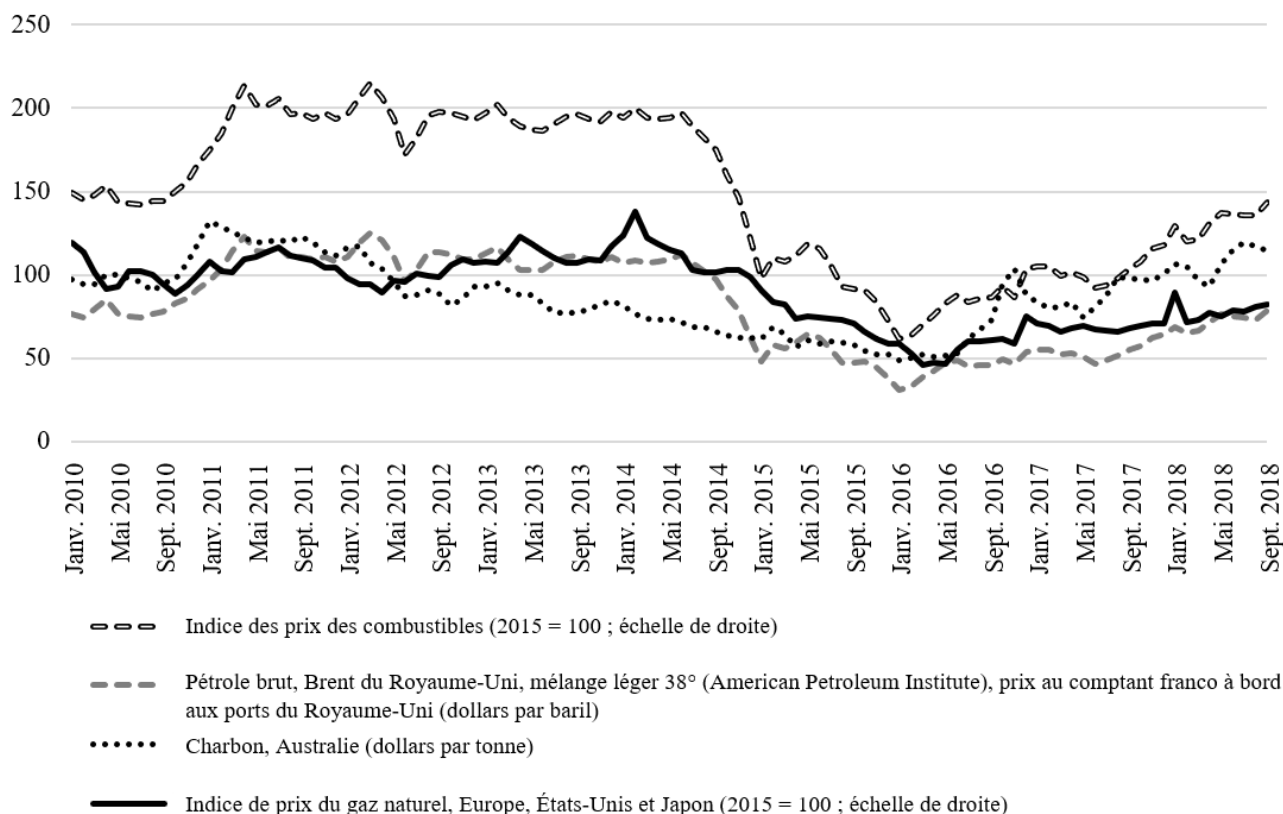
²⁵ www.eia.gov/outlooks/steo/report/natgas.php (consulté le 31 janvier 2019).

²⁶ https://ec.europa.eu/energy/sites/ener/files/documents/quarterly_report_on_european_gas_markets_q3_2017_final_20171221finalcover.pdf (consulté le 31 janvier 2019).

41. Sur le marché asiatique du gaz naturel liquéfié, le cours mensuel moyen est demeuré plutôt stable en 2017, oscillant entre 8 dollars et 8,95 dollars par million de BTU, sauf en mai 2017, lorsque les prix ont dépassé 9 dollars par million de BTU pour la première fois en seize mois. En janvier 2018, les prix ont atteint 9,34 dollars le million de BTU, soit 8 % de plus que le mois précédent, et ont continué de suivre une trajectoire ascendante. Cette tendance a notamment été alimentée par la hausse de la demande pendant la saison hivernale, ainsi que par l'augmentation des importations en Chine, où l'État s'emploie à réduire la pollution atmosphérique urbaine. En septembre 2018, le prix du gaz naturel liquéfié avait augmenté de 16 % depuis le début de l'année.

Figure 10

Évolution des prix de certains combustibles, de janvier 2011 à septembre 2018



Source : Calculs du secrétariat de la CNUCED, d'après des données UNCTADstat et des données de la base Global Economic Monitor Commodities de la Banque mondiale (date de consultation : 31 octobre 2018).

Énergie renouvelable

42. Les énergies renouvelables jouent un rôle essentiel dans la transition vers un système énergétique à moindre intensité de carbone, dans lequel les émissions de gaz à effet de serre seront réduites à un niveau viable. Parmi toutes les sources d'énergie, ce sont les énergies renouvelables qui ont affiché en 2017 la plus forte croissance, ayant permis de répondre à un quart de la croissance de la demande mondiale d'énergie²⁷. La progression rapide des énergies renouvelables s'explique en grande partie par la baisse des coûts de l'énergie photovoltaïque et éolienne, la concurrence et les politiques concernant la consommation d'énergie. Ainsi, la croissance de la capacité de production fondée sur des sources renouvelables en Chine (qui compte pour 40 % dans la croissance de cette capacité à l'échelle mondiale) s'explique en grande partie par les objectifs de capacité énoncés dans le treizième plan quinquennal du pays²⁸. La figure 11 illustre la croissance annuelle de la consommation des principales sources renouvelables.

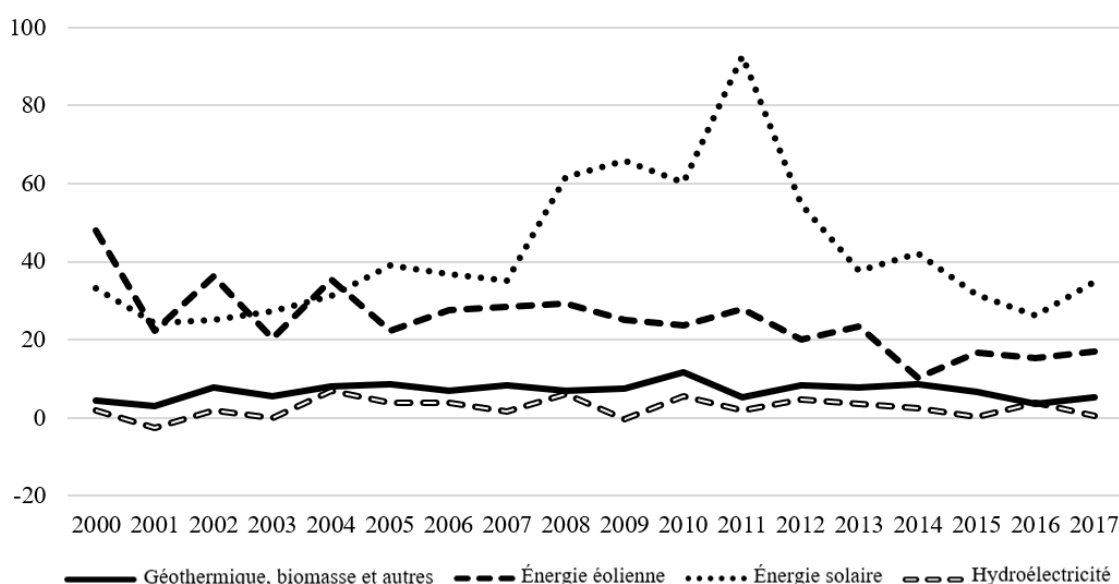
²⁷ www.iea.org/geco/ (consulté le 28 janvier 2019).

²⁸ www.iea.org/publications/renewables2017/ (consulté le 28 janvier 2019).

43. Dans le secteur de l'électricité, il est prévu que les énergies renouvelables croissent plus rapidement que les autres combustibles, par exemple le gaz naturel ou le charbon, dans un contexte où les pays progresseront dans la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030, notamment en réduisant les émissions mondiales de gaz à effet de serre afin que la température moyenne mondiale reste dans les limites fixées dans l'Accord de Paris conclu au titre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), la part des énergies renouvelables devrait augmenter d'un cinquième ces cinq prochaines années, pour atteindre 12,4 % en 2023²⁹. Pendant cette période, ces énergies devraient permettre de répondre à plus de 70 % de la croissance de la production mondiale d'électricité, en premier lieu grâce à l'énergie solaire photovoltaïque, suivie de l'énergie éolienne, de l'énergie hydraulique et de la bioénergie³⁰.

Figure 11

Croissance annuelle de la consommation mondiale d'énergie renouvelable par type de source, de 2000 à 2017



Source : Calculs du secrétariat de la CNUCED, d'après des données provenant de *BP Statistical Review of World Energy 2018*.

II. Politiques à mener : questions soulevées par l'évolution récente des marchés

44. L'analyse de l'évolution des marchés exposée dans la présente note fait apparaître des hausses et de baisses de prix et montre que les variations ont été importantes dans différents groupes de produits de base en 2017/18. Ces fluctuations ont des conséquences macroéconomiques et microéconomiques pour les pays en développement tributaires des produits de base, ainsi que pour les pays en développement importateurs nets de produits de base, en particulier les importateurs nets de produits alimentaires et de combustibles. Par exemple, une hausse des prix des produits de base peut aider les pays exportateurs à accroître leurs recettes d'exportation et leurs recettes fiscales, de façon à permettre aux pouvoirs publics d'augmenter leurs dépenses courantes et leurs dépenses d'investissement. En revanche, une baisse réduit les recettes d'exportation et les recettes fiscales, ainsi que la capacité des États à garantir l'accès aux biens et services essentiels. L'augmentation et l'instabilité des prix peuvent également entraîner des tensions inflationnistes liées aux prix des produits de base et des difficultés qui réduisent la possibilité d'accéder à l'alimentation et à l'énergie à des coûts abordables dans de nombreux pays en développement. Cela risque

²⁹ www.iea.org/renewables2018/ (consulté le 28 janvier 2019).

³⁰ Ibid. (consulté le 28 janvier 2019).

de compromettre la capacité des pays à atteindre les objectifs de développement durable énoncés dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Les principaux objectifs qui suscitent des inquiétudes sont l'objectif 2 (faim zéro), l'objectif 7 (énergie propre et abordable), l'objectif 8 (travail décent et croissance économique) et l'objectif 9 (industrie, innovation et infrastructure). Dans la présente section, le secrétariat de la CNUCED examine brièvement les questions concernant les politiques à mener qui sont soulevées par l'évolution récente des marchés des produits de base qui a été décrite dans la présente note et propose des politiques qui pourraient jouer un rôle important dans le développement durable des pays en développement tributaires de ces produits.

A. Améliorer la sécurité alimentaire

45. Le maïs, le blé et le riz sont des aliments de base essentiels qui représentent près des deux tiers de l'apport énergétique alimentaire total à l'échelle mondiale³¹. L'augmentation du prix du blé en 2018 a d'importantes répercussions sur la disponibilité et l'accessibilité de la nourriture dans les pays à faible revenu qui sont des importateurs nets de produits alimentaires. Selon le Programme alimentaire mondial, les ménages les plus pauvres du monde en développement consacrent dans certains cas de 60 % à 80 % de leur revenu à l'alimentation³². L'augmentation du prix du blé en 2018 peut nuire au bien-être des consommateurs. La hausse des prix du maïs et du blé pourrait également faire augmenter le coût des importations et réduire par conséquent la capacité qu'ont les États de garantir la disponibilité d'aliments abordables.

46. Les États ont eu recours à différentes stratégies pour faire face à la hausse des prix des denrées alimentaires, notamment en limitant ou en interdisant l'exportation d'aliments, en réduisant les restrictions à l'importation ou en plafonnant les prix. Par exemple, la Fédération de Russie a interdit l'exportation de blé pour préserver l'accès à la nourriture sur son territoire, après que des millions d'hectares de cultures avaient été perdues à cause de la sécheresse en 2010. Toutefois, certaines de ces politiques ont des inconvénients. Les restrictions à l'exportation imposées par les grands exportateurs peuvent rendre les aliments plus disponibles et moins chers sur le marché intérieur, mais elles risquent de contribuer à réduire le marché international, d'où des répercussions sur les consommateurs d'autres pays et, éventuellement, sur la demande mondiale future des produits en question. Lorsque des restrictions sont appliquées aux exportations, les prix risquent d'augmenter, incitant les États concernés à prendre de nouvelles mesures pour les stabiliser. En fin de compte, cela risque de faire augmenter les prix des denrées alimentaires et le coût des importations, et de faire régner une grande incertitude sur les marchés. La régulation des prix risque de décourager les agriculteurs de produire des denrées alimentaires, d'où des incidences négatives sur la sécurité alimentaire.

47. Les États peuvent recourir à d'autres solutions comme la création de stocks de sécurité dans le cadre de leurs stratégies de sécurité alimentaire, pour autant que cela soit conforme à leur politique commerciale internationale. Ces stocks peuvent contribuer à atténuer l'incidence négative de la flambée des prix internationaux des produits alimentaires sur les consommateurs locaux. De plus, les États peuvent envisager d'étendre les programmes de protection sociale aux segments de la population qui sont les plus vulnérables face à la hausse des prix des aliments. En outre, il serait possible d'élargir l'aide au développement liée à l'alimentation lorsque cela est nécessaire pour y intégrer des programmes de protection sociale et de nutrition de l'enfant, afin de limiter les effets dévastateurs que la hausse des prix des aliments risque d'avoir sur les personnes vulnérables. Ces mesures devraient contribuer à la réalisation de l'objectif de développement durable n° 2.

³¹ www.fao.org/docrep/006/Y4343E/y4343e02.htm (consulté le 28 janvier 2019).

³² www.wfp.org/stories/how-high-food-prices-affect-worlds-poor (consulté le 28 janvier 2019).

B. Sécurité énergétique

48. Les prix du pétrole brut et du charbon ont été plus élevés en 2018 qu'en 2017. S'ils continuent d'augmenter, cela pourrait restreindre la possibilité d'accéder à ces sources d'énergie à un coût abordable dans les pays qui sont tributaires des importations de combustibles fossiles. Cela pourrait avoir d'importantes incidences économiques sur les pays en développement à faible revenu qui sont des importateurs nets d'énergie, étant donné que le développement de l'agriculture et du secteur manufacturier, des transports et d'autres services n'est possible que s'il existe des sources d'énergie sûres et accessibles.

49. Pour atténuer la vulnérabilité à la hausse et à l'instabilité des prix de l'énergie et limiter les perturbations de l'approvisionnement, les pouvoirs publics des pays en développement doivent renforcer la résilience aux chocs de prix. À court et à moyen terme, par exemple, la promotion de l'efficacité énergétique et des économies d'énergie contribue à modérer la demande d'énergie, tout en réduisant en amont les émissions nocives des centrales. À long terme, la diversification des sources d'énergie et le recours accru aux énergies renouvelables pourraient présenter des avantages considérables en matière d'accès et de coûts. Les avancées technologiques permettent de réduire les coûts, de sorte que les sources d'énergie renouvelables comme l'énergie solaire et éolienne deviennent de plus en plus concurrentielles et accessibles³³. La promotion des sources d'énergie renouvelables dans le bouquet énergétique est susceptible de contribuer à la réalisation de l'objectif de développement durable n° 7.

C. Valeur ajoutée et diversification

50. De nombreux pays en développement tributaires des produits de base dépendent fortement de la production et de l'exportation d'un petit nombre de produits caractérisés par la faiblesse de la valeur ajoutée et, dans une mesure encore plus importante, par l'insuffisance des liens en amont et en aval avec d'autres secteurs. Une baisse des prix des produits de base peut donc avoir des effets négatifs sur les recettes d'exportation, les recettes fiscales et la croissance économique, et se traduire par l'aggravation de la pauvreté et le ralentissement du développement. De ce point de vue, la diversification de l'économie et des exportations peut contribuer à renforcer la résilience de ces pays aux chocs de prix en leur permettant de tirer des revenus de diverses sources.

51. Les pays en développement tributaires des produits de base peuvent recourir à deux grandes stratégies de diversification. La première consiste à se diversifier horizontalement en exportant différents types de produits de base et d'autres produits. La seconde consiste à se diversifier verticalement grâce à la création de valeur ajoutée. Par exemple, les pays en développement tributaires des produits de base peuvent diversifier horizontalement leur agriculture en produisant des produits d'exportation non traditionnels de valeur élevée, comme l'a fait le Costa Rica dans le secteur de l'ananas. Dans un pays comme la Côte d'Ivoire, la diversification verticale passerait par une réduction des exportations de fèves de cacao et une augmentation des exportations de beurre, de poudre ou de liqueur de cacao, produits intermédiaires utilisés dans la fabrication du chocolat. L'intégration dans l'économie nationale des parties correspondantes de la chaîne de valeur du cacao améliorerait les revenus des acteurs ivoiriens et réduirait l'exposition des producteurs de cacao aux chocs de prix survenant sur les marchés internationaux.

52. Pour être efficace, la diversification doit être axée sur des produits de base ou d'autres produits qui ne sont pas exposés à des risques identiques ni semblables en matière de prix. Dans les pays riches en minéraux, il est possible de favoriser la diversification en développant les liens entre le secteur minier et le reste de l'économie. Outre que cela ouvre des débouchés pour les secteurs de l'économie locale, cela fait naître de nouvelles activités dans d'autres secteurs. Les pouvoirs publics devront investir dans le développement du capital humain et du capital physique, notamment dans les infrastructures. Pour ce faire, les

³³ Selon l'Agence internationale pour les énergies renouvelables, les prix des modules photovoltaïques ont diminué d'environ 80 % depuis la fin de 2009, tandis que ceux des éoliennes ont baissé de 30 % à 40 % ; www.irena.org/costs.

pays en développement doivent améliorer leurs capacités scientifiques et technologiques et renforcer leurs institutions et leur gouvernance³⁴. De plus, la stabilité macroéconomique et politique est nécessaire au succès des politiques de diversification. Les stratégies de diversification dont il est question ci-dessus peuvent favoriser la création d'emplois durables et une croissance équitable (objectif 8), ainsi que l'industrialisation (objectif 9).

³⁴ Voir TD/B/C.I/MEM.2/42.